

Logisticien ou aide à l'expulsion dans le besoin ?

Que fait l'OIM - l'Office des Nations unies pour les migrations - en Afrique du Nord, au Sahara et au Sahel ?

En juillet, Medico International et Brot für die Welt ont publié une étude sur le programme de retour volontaire des migrants (AVR) de l'OIM de la Libye vers l'Afrique subsaharienne. Peu de temps auparavant, la chaîne paneuropéenne Euro News avait publié plusieurs reportages sur ce même programme. Les deux sources critiquent le programme, affirmant que ce type de retour n'est pas volontaire, pas humain :

- L'industrie du refoulement oblige les migrants à consentir au retour (AVR). L'"industrie du refoulement" (Maurice Stierl) est une sorte de coopération entre les garde-côtes, les forces de sécurité et les opérateurs de prison en Libye. A partir de fin 2017, la plupart des migrants en Libye auront vécu ce ping-pong. En raison des conditions inhumaines et dégradantes dans les camps de détention en Libye, de nombreux migrants* ont accepté l'offre de retour volontaire de l'OIM (medico 2020).
- L'aide humanitaire n'est possible que si le retour "volontaire" est accepté. Cela concerne clairement le travail de l'OIM à la frontière entre l'Algérie et le Niger, où les personnes bloquées reçoivent une aide inconditionnelle pendant 24 heures, mais ensuite - surtout en ce qui concerne le transport hors de la ville désertique d'Assamaka - seulement si elles sont inscrites au programme de RVA. Il concerne également les réfugiés qui avaient un statut reconnu en Algérie avant d'être arrêtés et expulsés.
- Le retour volontaire à partir des pays de transit contribue à l'externalisation des contrôles aux frontières. Par rapport aux expulsions à partir de l'Europe, le nombre de retours à partir des pays de transit est beaucoup plus élevé. De mars 2017 à novembre 2019, 30 869 migrants* ont été renvoyés de Libye, 29 337 du Niger et 2 522 du Mali. La plupart des retours provenaient de pays qui sont également considérés comme des pays d'origine importants pour les migrants subsahariens en Europe, tels que le Nigeria (15 707), le Mali (14 628) et la Guinée (13 084) en 2018. A cet égard, on peut conclure que les pays dits (medico 2020).
- L'orientation eurocentrique et les priorités des donateurs de l'OIM déterminent les offres. Les Maliens ont établi des routes migratoires vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée équatoriale, l'Angola et l'Afrique du Sud et ont souvent connu des situations d'urgence dans des pays en crise comme la Côte d'Ivoire et l'Angola, et dans une moindre mesure le Liberia et la Zambie. Les migrants maliens dans la région du lac Tchad, en Arabie Saoudite, en Angola et au Mozambique n'ont jamais reçu d'offres de retour organisé dans des situations d'urgence. Cela révèle l'orientation eurocentrique et les priorités des donateurs de l'OIM.
- L'aide à la réintégration est modeste. Entre mai 2017 et février 2019, l'OIM au Nigeria a indiqué avoir aidé environ 12 000 rapatriés* de Libye (89 %) et, dans une moindre mesure, du Mali, du Maroc, du Niger et d'Europe (11 %). Sur les 12 000 rapatriés, l'OIM a été en contact avec 9 000 personnes, 5 000 ont reçu une formation aux compétences commerciales et 4 300 ont bénéficié d'une aide à la réintégration personnelle ou collective sous forme de subvention de démarrage. Si l'on y ajoute les soins de santé et les conseils, l'aide au retour a atteint 7 000 personnes sur 12 000, soit 58 %. Cela signifie à nouveau qu'environ 40 % d'entre eux n'ont reçu aucune aide.
- Le retour forcé peut entraîner de nouveaux problèmes et ne constitue pas une aide au développement. Le retour ne doit donc pas être payé sur les budgets d'aide au développement. Des alternatives seraient la création de voies de migration sûres et

légal et des programmes de migration de travail, car les travailleurs migrants soutiennent leurs communautés et leurs familles par le biais des transferts de fonds.

Les reportages journalistiques dans *The New Humanitarian* mettent également en lumière les effets négatifs des retours de l'OIM. Giacomo Zandonini a déjà montré dans des recherches antérieures que l'aide au développement ne vise pas nécessairement le développement des pays bénéficiaires. L'analyse et l'évaluation des dépenses du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique montrent que la majorité de l'argent est consacrée à la biométrie et au contrôle des frontières. En juin 2020, une plainte a été déposée auprès de la Cour des comptes européenne concernant l'utilisation abusive du Fonds fiduciaire de l'UE - concernant les dépenses de l'OIM en Libye.

La biométrie est effectuée par le biais du système MIDAS, qui a été installé par l'OIM et qui est maintenant alimenté par les données des voyageurs aux frontières.

MIDAS est le système d'information et d'analyse des données sur les migrations, une base de données qui permet d'analyser les empreintes digitales et les photos faciales. Développée à l'origine par l'OIM pour suivre les mouvements migratoires, elle est maintenant utilisée pour la comparaison des données avec les bureaux Frontex de l'AFIC (Africa-Frontex Intelligence Community). Le réseau comprend 31 pays africains. Des cellules d'analyse ont été ouvertes au Ghana, en Gambie et au Sénégal en 2019. D'autres cellules d'analyse des risques sont prévues au Nigeria, au Kenya, au Mali et en Guinée. L'Union européenne n'a pas d'accords avec des pays tiers pour harmoniser ces données, mais se prépare à mettre en place un réseau de données.

En juin également, EuroNews a fait un reportage sur les activités de l'OIM en matière de retour et d'expulsion. Avec des descriptions de réfugiés érythréens et de travailleurs migrants nigériens, les journalistes montrent que le programme de retour ne fonctionne pas. Dans un avant-goût de la publication de *Brot für die Welt/ Medico*, l'efficacité du programme de retour "volontaire" est remise en question. Seuls 10 % des rapatriés ont reçu une aide de l'OIM.

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)

Qui est l'OIM

À partir de 2016, l'OIM s'est rebaptisée Agence des Nations Unies pour la migration, et son budget est passé de 242,2 millions de dollars (213 millions d'euros) en 1998 à plus de 2 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros) pour la première fois à l'automne 2019, soit une multiplication par huit. Bien qu'elle ne fasse pas partie de l'ONU, l'OIM est désormais une "organisation apparentée", avec une relation similaire à celle d'un entrepreneur privé.

L'UE et ses États membres sont collectivement les principaux contributeurs au budget de l'OIM, représentant près de la moitié de son financement opérationnel.

Source: EuroNews June 2020

L'OIM a répondu au rapport de BfdW/Medico par une contre-déclaration sur le site web d'EuroNews. L'OIM met en doute la crédibilité d'EuroNews ("a manqué l'occasion de s'imposer comme une ressource journalistique crédible et équilibrée") et accuse le média de partialité :

- L'OIM rejette la critique d'EuroNews d'être "eurocentrique" - les chercheurs n'avaient pas compris la complexité de la situation en Libye et au Sahara. Toutes les mesures avaient été prises en consultation avec les homologues africains.

- L'OIM fait référence au "droit au retour" des Nations Unies, ils avaient aidé plus de 50 000 personnes à obtenir ce droit depuis 2017. Leur travail n'avait rien à faire avec la lutte contre les causes de la fuite. Le travail de l'OIM est basé sur la protection humanitaire, la santé et les droits de l'homme ;

- Comme le HCR, l'OIM est attachée au principe de non-refoulement. Les exemples donnés dans le rapport concernant un voyage de retour forcé sont erronés. Les exemples de torture en Érythrée après le retour se rapporteraient à une période précédant les évacuations humanitaires (programme de DIH).

- C'était l'OIM qui a découvert les marchés d'esclaves en 2017 et CNN n'avait fait son rapport qu'après cela.

- EuroNews avait dissimulé dans le reportage que l'OIM avait sauvé la vie de quelque 29.000 personnes dans le désert (qui avaient été auparavant déportées d'Algérie et abandonnées juste avant la frontière).

- Il est faux de dire que les deux tiers des rapatriés ne profitent pas pleinement des mesures de réintégration. De nombreuses mesures n'ont pas encore été menées à bien. Jusqu'à présent, l'OIM a été relativement peu contestée pour déterminer le discours sur les évacuations libyennes. L'OIM ne donne aucune source pour la représentation selon laquelle c'est l'OIM et non CNN qui a attiré l'attention en premier lieu sur les marchés d'esclaves. Avec les outils de recherche habituels, on ne trouve pas grand-chose non plus. Cependant, à la fin de 2017, diverses sources, y compris des sources diplomatiques, ont déclaré que la situation misérable des migrants dans les camps était connue. Même pas un mois après l'histoire du marché aux esclaves, qui a suscité l'indignation mondiale, le groupe de travail conjoint UE-UA-OIM a été créé lors du sommet UE-UA à Abidjan et l'OIM a été chargée de le mettre en œuvre. En septembre 2019, l'OIM est félicitée par le HCR pour avoir rapatrié 48 000 migrants et 4 000 réfugiés dans le cadre de ce mandat. Le nombre de personnes bloquées dans le désert est également intéressant. Mourir dans le désert est cruel, mais essayer de quantifier est absurde. Pourtant, "deux fois plus de morts qu'en Méditerranée" se répète partout. La plupart des chiffres se réfèrent à la région frontalière Niger/Algérie, en relation avec une pratique politique concrète : les expulsions dues à la loi sur la migration introduite en 2014. Mais les morts sont généralement appelés "les morts au Sahara".

Depuis 2014, l'Algérie expulse à grande échelle des migrants d'Afrique subsaharienne. En règle générale, ils sont abandonnés dans le désert peu avant la frontière avec le Niger et risquent donc de mourir de soif. Des années après qu'Alarme Phone Sahara et plus tard Human Rights Watch en aient pris conscience, l'OIM a commencé à transporter des déportés d'Algérie hors du désert vers Arlitt et Agadez - à condition de s'engager dans le programme de retour AVR. Bien que l'Algérie n'ait pas d'accord migratoire officiel avec l'UE, les médias citent "sous la pression de l'UE". La pression de l'UE est principalement liée au commerce des armes et des technologies de sécurité, y compris une entreprise commune avec Mercedes Benz pour la production de véhicules militaires. En 2018, l'OIM déplore plus de 30 000 morts dans le désert - son poste à Assamaka (Niger, frontière avec l'Algérie) y surveille la situation depuis 2016.

L'OIM effectue un travail de relations publiques intensif dans le cadre de sa mission humanitaire à la frontière extérieure de l'Europe. Les statistiques jouent un rôle central, car elles justifient la nécessité des projets de l'OIM. L'OIM s'appuie sur les stratégies des militants et des ONG de défense des droits de l'homme pour compter les morts à la frontière. Les projets sont alors justifiés par des raisons humanitaires, même si l'effet est un blocage accru des routes de migration. La justification humanitaire et le contrôle stratégique du discours mondial ont pris de plus en plus d'importance avec la reconnaissance de l'OIM comme autorité de l'ONU en 2016.

Sources

¹ https://www.medico.de/fileadmin/user_upload/media/rueckkehr-studie-en.pdf

¹ [Die IOM hat zwei Rückkehrprogramme. Das Allgemeine Assisted Voluntary Return Programm \(AVR\) und HVR \(Humanitarian Voluntary Return\) Programm, das für die Evakuierungen aus Libyen aufgelegt worden ist.](#)

¹ https://www.medico.de/fileadmin/user_upload/media/rueckkehr-studie-en.pdf

¹ <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2020/07/28/Nigeria-migrants-return-Europe>

¹ <https://thecorrespondent.com/150/a-breakdown-of-europes-eur1-5bn-migration-spending-in-nigeria/19837235550-e86e62a5>

¹ <https://www.oxfam.org/en/press-releases/complaint-eu-auditors-review-eu-migration-cooperation-libya>.

¹ <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/06/06/biometrics-new-frontier-eu-migration-policy-niger>

¹ <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/06/06/biometrics-new-frontier-eu-migration-policy-niger>

¹ <https://www.businessinsider.de/tech/neues-ueberwachungssystem-die-eu-plant-eine-gigantische-datenbank-die-cyber-experten-alarmiert-2019-4/?IR=T>

¹ EuroNews ist auf den deutschen Bildschirmen wenig präsent, da der öffentlich-rechtliche Rundfunk und die stark regulierte Frequenzvergabe dies nicht erlaubt. International ist der pan-europäische Sender jedoch eine Hausnummer, und hat dank des Schwester-Unternehmens AfricaNews eine starke Afrika-Berichterstattung. Seitdem im April CBS seine Anteile verkauft hat, gehört der Sender überwiegend dem ägyptischen Medienmogul Naguib Sawiris.¹

¹ <https://www.euronews.com/2020/06/19/paying-for-migrants-to-go-back-home-how-the-eu-s-voluntary-return-scheme-is-failing-the-de>

¹ <https://www.euronews.com/2020/07/22/iom-responds-to-euronews-investigation-into-the-eu-iom-joint-initiative>

¹ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/STATEMENT_17_5029

¹ <https://www.iom.int/news/joint-press-release-meeting-joint-au-eu-un-taskforce-address-migrant-and-refugee-situation>

¹ <https://alarmephonesahara.info/en/reports/resumption-of-travel-between-african-states-new-large-scale-deportations-from-algeria-to-niger>

¹ <https://www.hrw.org/news/2018/06/28/algeria-inhumane-treatment-migrants>

¹ <https://insidearabia.com/algeria-desert-deportations-eu-migration/> (USA)
<https://news.un.org/en/story/2018/10/1022832>

¹ <http://algerien-heute.com/wirtschaft/1736-einweihung-der-ersten-algerischen-fabrik-zur-herstellung-von-mercedes-benzmilitaerfahrzeuge.html>

¹ <https://www.migrationinstitute.org/publications/counting-migrants2019-deaths-at-the-border-from-civil-society-counter-statistics-to-inter-governmental-recuperation>

¹ <https://uni-marburg.academia.edu/FabianGeorgi>